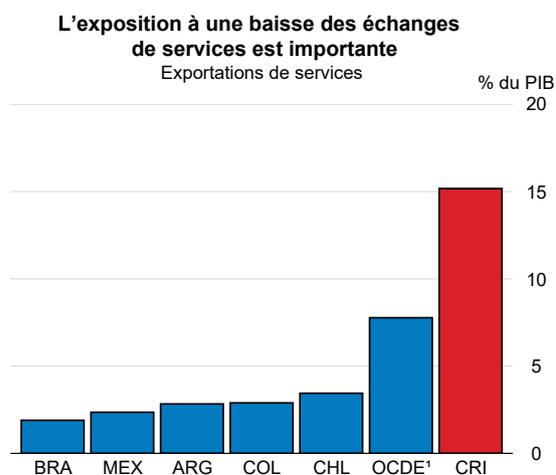
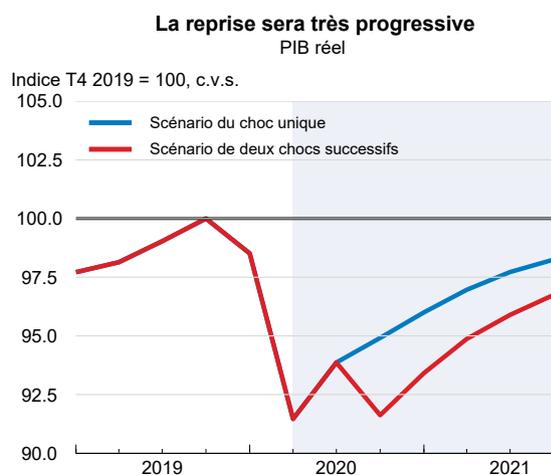


Costa Rica

L'activité économique devrait subir une contraction d'environ 5 % en 2020, avant de rebondir de 1 ½ pour cent en 2021, en cas de deuxième vague de contamination au COVID-19 à l'automne de 2020. La reprise prolongée dépendra de la normalisation différée du tourisme, les secteurs touchés risquant de rester presque totalement à l'arrêt jusqu'au dernier trimestre de 2020. Si la pandémie marque le pas rapidement, le PIB reculera de quelque 4 % en 2020 puis progressera d'environ 2 ¾ pour cent en 2021 sous l'effet d'un redressement plus marqué de la demande intérieure et des exportations. Au départ, l'inflation globale baissera davantage que l'inflation sous-jacente en raison des prix modérés de l'énergie. L'envolée du chômage pèsera sur la consommation privée.

Avant la pandémie, le Costa Rica était déterminé à réduire son déficit budgétaire élevé et à appliquer une règle budgétaire qui freine la hausse des dépenses publiques. Même si les autorités ont, à juste titre, augmenté les dépenses de santé et de protection sociale, elles ambitionnent de renouer avec une trajectoire de réduction du déficit une fois que la crise aura perdu en intensité. Il faut veiller à ce que les programmes d'aide bénéficient surtout aux personnes qui ont perdu leur emploi ou une partie de leur salaire, dans les secteurs formel et informel, afin de préserver les revenus. Continuer à mettre en œuvre les multiples réformes en lien avec le processus d'adhésion à l'OCDE stimulerait la reprise et contribuerait à réduire les inégalités sociales.

Costa Rica



1. Moyenne pondérée par le PIB pour l'agrégat OCDE.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139214>

Costa Rica : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
Costa Rica: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	31.1	3.9	2.7	2.1	-4.9	1.5
Consommation privée	20.0	3.6	2.0	1.6	-2.0	1.3
Consommation publique	5.4	3.1	0.5	4.9	1.4	0.3
Formation brute de capital fixe	5.7	-2.5	3.0	-6.4	-11.2	3.0
Demande intérieure finale	31.0	2.4	1.9	0.7	-2.9	1.4
Variation des stocks ¹	0.0	1.5	-0.7	0.6	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	31.1	3.8	1.1	1.2	-3.4	1.4
Exportations de biens et services	10.0	4.0	4.7	2.7	-12.2	0.8
Importations de biens et services	9.9	3.7	0.1	0.2	-7.6	0.6
Exportations nettes ¹	0.1	0.0	1.6	0.9	-1.5	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.6	2.5	1.7	1.2	1.6
Indice des prix à la consommation	—	1.6	2.2	2.1	1.0	1.7
IPC sous-jacent ²	—	1.2	2.1	2.4	1.2	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.1	10.3	11.8	17.0	15.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.3	-3.3	-2.5	-4.8	-4.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137561>

Le système de santé a tenu bon

Le Costa Rica a été moins durement touché par la pandémie que d'autres pays grâce à la rapidité de réaction des autorités. La propagation du virus COVID-19 a tout de même imposé une série de mesures de confinement, dont la fermeture des frontières au tourisme, qui est une source capitale de revenu et d'emplois. La diffusion du virus a commencé début mars et s'est accélérée en avril. Après un ralentissement début mai, le nombre de cas a légèrement augmenté fin mai.

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence nationale à la mi-mars. Les autorités ont fermé les frontières aux personnes arrivant de l'étranger, suspendu la saison des croisières et imposé des restrictions aux résidents étrangers au moment de quitter le pays. Les écoles, les zones de loisirs et les activités qui impliquent des rassemblements ont été fermées et la circulation automobile a été restreinte. Pendant le confinement, les établissements ayant des autorisations d'exploitation ont pu continuer à fonctionner, mais seulement à 50 % de leurs capacités. Les autorités de santé ont transformé un hôpital existant en un centre de soins spécialisé, augmenté l'offre de tests de diagnostic, de matériel de protection et de médicaments essentiels et proposé gratuitement des tests et traitements contre le COVID-19. Les autorités ambitionnent d'avoir réservé 2 milliers de lits aux patients atteints du COVID-19 et comptent avoir accru la capacité de production de respirateurs artificiels avant fin juin. Les pouvoirs publics ont aussi assuré la livraison de denrées alimentaires et une aide et des soins à domicile pour 15 milliers de personnes âgées. À la mi-mai, les autorités ont annoncé une stratégie de sortie qui vise à supprimer progressivement les mesures de confinement jusqu'en août, dans l'hypothèse où la pandémie marque le pas d'ici là.

Costa Rica : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
Costa Rica: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	31.1	3.9	2.7	2.1	-4.1	2.7
Consommation privée	20.0	3.6	2.0	1.6	-1.3	2.6
Consommation publique	5.4	3.1	0.5	4.9	1.0	0.4
Formation brute de capital fixe	5.7	-2.5	3.0	-6.4	-9.2	4.8
Demande intérieure finale	31.0	2.4	1.9	0.7	-2.2	2.5
Variation des stocks ¹	0.0	1.5	-0.7	0.6	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	31.1	3.8	1.1	1.2	-2.7	2.4
Exportations de biens et services	10.0	4.0	4.7	2.7	-10.4	1.6
Importations de biens et services	9.9	3.7	0.1	0.2	-6.3	0.9
Exportations nettes ¹	0.1	0.0	1.6	0.9	-1.3	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.6	2.5	1.7	1.4	1.9
Indice des prix à la consommation	—	1.6	2.2	2.1	1.3	2.0
IPC sous-jacent ²	—	1.2	2.1	2.4	1.4	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.1	10.3	11.8	15.9	13.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.3	-3.3	-2.5	-4.4	-3.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137580>

La contagion a pesé sur la croissance et l'emploi et augmenté le risque de crédit souverain

Selon des estimations, le manque à produire initial imputable aux mesures de confinement durant la première moitié de l'année pourrait atteindre 22 %. En outre, le ralentissement de la croissance mondiale a pesé sur la demande extérieure, ce qui a freiné la croissance du PIB et de l'emploi. Cela s'explique notamment par le poids dans l'économie des exportations de services, qui est plus important que dans les autres pays de la région et dans la zone de l'OCDE, et par la forte contribution du tourisme à l'emploi. Environ 7 100 entreprises, qui emploient plus de 8 % du nombre total de travailleurs, ont demandé à bénéficier du dispositif de travail temporaire mis en place par le gouvernement, qui permet aux sociétés en difficulté de réduire proportionnellement le temps de travail et les salaires. Le gouvernement a provisoirement fait usage de la clause de sauvegarde d'urgence incluse dans la règle budgétaire uniquement pour les établissements de santé et projette de rétablir la règle budgétaire d'ici à 2021. Les primes de risque souverain ont augmenté d'environ 300 points de base, compte tenu du niveau élevé du déficit budgétaire et de la dette publique. Les autorités ont récemment obtenu quatre lignes de crédit à des taux inférieurs à celui du marché auprès d'institutions multilatérales, pour un montant dépassant 2 % du PIB.

Une riposte monétaire et budgétaire a été lancée

La banque centrale a procédé à une baisse de 100 points de base, à 1.25 %, du taux directeur et assoupli les conditions de liquidité. Les autorités de surveillance financière ont temporairement réduit la marge de

manœuvre contracyclique et modifié les réglementations prudentielles afin de dégager un espace pour la restructuration des remboursements de prêts des emprunteurs en difficulté. Les autorités budgétaires ont déclaré un moratoire de trois mois sur les droits de douane ainsi que sur la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu et les taxes sur le tourisme et annoncé un report du paiement des cotisations de sécurité sociale. Les autorités ont mis en place un programme de prêts destiné aux entreprises, qui procure un financement de démarrage et du fonds de roulement, et un programme de transferts monétaires directs qui cible les personnes ayant perdu leur emploi ou dont le temps de travail a été réduit, y compris dans le secteur informel. Les mesures monétaires et macroprudentielles assoupliront les conditions de crédit et de liquidité. Les transferts monétaires stimuleront la consommation privée et réduiront la pauvreté à court terme.

L'économie connaîtra une récession et la reprise sera progressive

Dans le scénario de deux chocs successifs, le secteur des services, et notamment les entreprises du tourisme, fonctionneront en deçà de leurs capacités jusqu'à fin 2020, ce qui réduira l'emploi. La demande intérieure et les perspectives d'exportations se dégraderont au quatrième trimestre de 2020 en raison de la deuxième vague de la pandémie. Le secteur du tourisme devrait se redresser peu à peu en 2021. Les mesures de soutien limitées et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales pèseront sur la consommation et l'investissement privés. L'inflation reculera à court terme, compte tenu de la réduction de la demande intérieure et de la baisse des cours du pétrole, ce qui effacera en partie l'impact négatif sur les exportations nettes. Les dépenses budgétaires seront affectées davantage aux transferts qu'aux achats de biens. Dans le scénario du choc unique, la reprise en 2021 sera plus vigoureuse, grâce aux effets de report d'une reprise progressive du tourisme et des exportations au second semestre de 2020. La contraction de l'économie se traduira par une perte de recettes importante et par un creusement du déficit budgétaire de l'administration centrale à près de 9 % du PIB en 2020, la dette de l'administration centrale s'élevant à environ 70 % du PIB dans les deux scénarios. Les principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions tiennent à une érosion de la confiance du fait d'une incapacité à assainir les finances publiques, qui nuirait à la viabilité de la dette publique, et à de nouveaux épisodes d'instabilité financière dans les pays émergents. Une mise en œuvre imparfaite du dispositif de travail temporaire pourrait rapidement accroître le poids de l'économie informelle et le chômage. À l'inverse, une normalisation plus rapide que prévu des perspectives du tourisme mondial accélérerait le rebond des exportations.

La riposte budgétaire devrait être temporaire

Les garanties de revenu versées devraient être maintenues tant que les mesures de confinement pèseront sur l'emploi et les revenus des ménages. Cependant, il est indispensable de veiller à ce que la riposte budgétaire au choc du COVID-19 soit temporaire et bien ciblée. Il faudrait éviter les postes de dépenses sur lesquels il est en général difficile de revenir, par exemple les embauches dans le secteur public ou les aides sans clause-couperet explicite. Des baisses des taux d'intérêt supplémentaires mais limitées assoupliront encore les conditions financières intérieures. Créer des incitations à investir dans la diversification des exportations dans des secteurs qui sont moins tributaires des relations sociales et des déplacements internationaux de voyageurs assurerait une protection contre de futurs chocs de demande extérieure et pourrait donner la possibilité de se tourner vers des activités à plus forte productivité.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Costa Rica », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cc87a4a-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.